INSTITUT DE RECHERCHES ECONOMIQUES ET SOCIALES

La Lettre

N° 79 - Avril 2009
Publication trimestrielle

Numéro spécial

Université de printemps de l'*Ires*

Avec l'ensemble des organisations syndicales

Mardi 28 et mercredi 29 avril 2009

Le monde de demain : du capitalisme financier au développement durable

L'Insee vient d'annoncer que le marché du travail français devrait perdre plus de 330 000 postes au premier semestre 2009[1], de nombreuses entreprises voient leur carnet de commandes chuter fortement et chaque jour apporte son lot de fermetures d'usines. Autant d'illustrations d'une financiarisation de l'économie mondiale échappant à tout contrôle et débouchant sur une crise de nature systémique. Le G 20, qui vient de se réunir à Londres, semble montrer une prise de conscience relative au fait que le politique ne peut plus se contenter de laisser aux seuls marchés le soin d'orienter le monde.

Dans le même temps, notre modèle de croissance atteint ses limites. Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité apparaît, avec le réchauffement climatique, un impact massif de l'activité humaine sur la biosphère. L'enjeu est donc de taille : comment mettre à profit la crise actuelle pour à la fois sortir d'un capitalisme financier en crise et construire un mode de développement soutenable pour tous ? Une mutation indispensable, qu'il faut, pour en assurer le succès, comprendre dans sa complexité et accompagner dans sa réalisation *: tel est le sujet de la première Université de printemps de l'IRES, qui réunit l'ensemble des organisations syndicales, les 28 et 29 avril prochains à Montreuil.*

Jean-Louis Levet, Directeur général de l'Ires

[1] Insee, *La récession se prolonge*, Note de conjoncture, Mars 2009

Inscription : www.ires.fr

Avec le soutien de la ville de Montreuil,

Biblio

A paraître en 2009 :

- L'ouvrage collectif :

« La France du travail »
aux Editions de l'Atelier

- 4 numéros spéciaux de La Revue *qui porteront sur : la stratégie de Lisbonne ; les stratégies des firmes et leurs effets sur l'emploi ; les relations professionnelles ; la flexicurité.*

Pour consulter le sommaire des publications de l'IRES *(La Revue, La Chronique internationale)* et vous y abonner : *www.ires.fr/-Publications*

Avril 2009 :

Lancement de la Newsletter de l'IRES info@ires-fr.org

Abonnement sur
www.ires.fr/newsletter

IRES

Université de printemps de l'*IRES*

Le monde de demain, du capitalisme financier au développement durable

Programme de la journée du mardi 28 avril 2008

Lieu : Salle des fêtes de l'Hôtel de Ville, 1 Place Jean-Jaurès - 93100 Montreuil
Métro : ligne 9 - arrêt Mairie de Montreuil

Matinée : 9 h 00 - 12 h 30

9 h - Ouverture

Dominique Voynet, *Sénatrice et Maire de Montreuil*,
Jean-Louis Levet, *Directeur général de l'Ires*

Séquence 1 :

Les enjeux d'une mutation à venir

Animateur : **Patrick Lemoine**, *Journaliste*

Laurent Batsch, *Président de l'Université Paris-Dauphine*

Mathilde Lemoine, *Directeur des études économiques, HSBC France*
Paul-André Rosental, *Directeur d'études à l'EHESS*
Jean-François Trogrlic, *Directeur du BIT de Paris*

Jean-Claude Mailly, *Secrétaire général de la CGT-FO*
Jacques Voisin, *Président de la CFTC*

Quelles sont les connaissances dont nous disposons sur le rôle de la finance et de ses effets sur la réalité économique et sociale ? Quelles sont les limites de notre modèle de croissance, qui s'étend aux grands pays émergents, renforçant l'urgence d'une action concertée ? Quels sont les termes des débats sur les solutions à apporter à ces deux défis : une régulation du monde de la finance pour éviter ses dérives et l'orientation de notre modèle de croissance vers un modèle de développement soutenable et moins inégal.

Le progrès technique qui, depuis deux siècles, a été essentiellement orienté vers l'augmentation continue de la productivité du travail (on produit en une heure de travail vingt fois plus de biens qu'il y a un siècle), doit être ré-orienté aujourd'hui pour économiser les facteurs rares et préserver l'environnement.

Après-midi : 14 h 15 - 17 h 30

Séquence 2 :

L'entreprise et son implantation territoriale

Animateur : **Denis Boissard**, *Directeur des rédactions à Liaisons sociales*

Mouhoub el Mouhoud, *Professeur de sciences économiques, Université Paris-Dauphine*

Bernadette Dodane, *Co-Présidente de la société Cristel*
Pierre Habbard, *Conseiller politique du TUAC/CSC auprès de l'OCDE*
Jacques Perrat, *Economiste, Chercheur à ADEES*
François Soulage, *Président national du Secours Catholique*

***François Chérèque**, Secrétaire général de la CFDT*
***Georges Liarokapis**, Président de la Confédération européenne des cadres*

L'entreprise constitue le lieu principal où se conjuguent les effets de la finance et les transformations en cours liées aux nouvelles normes environnementales. Quelles sont les pratiques existantes sur ces deux registres et quels enseignements peut-on en tirer ? Par exemple, les réponses diversifiées des entreprises aux exigences de rentabilité financière définies par les marchés, l'intégration des nouvelles normes environnementales dans les produits, les modes de production, l'organisation du travail, la formation des salariés, les expériences des territoires pour faire travailler ensemble des entreprises, favoriser des pratiques de production durable, de recyclage des déchets, d'économie d'énergie, etc.

Plus généralement, c'est la question de la responsabilité sociale des entreprises qui est posée, responsabilité au sein des territoires où les entreprises sont implantées, et dans les pays émergents où les groupes internationalisés se développent.

Université de printemps de l'*Ires*

Le monde de demain, du capitalisme financier au développement durable

Programme de la journée du mercredi 29 avril 2008

Matinée : 9 h 00 - 12 h 30

Séquence 3 :

Les dimensions environnementales et sociales du développement durable

Animateur : **Patrick Lemoine**, *Journaliste*

Yves Lichtenberger, *Professeur de sociologie, Président du PRES, Université Paris-Est*

Jim Baker, *Coordinateur général de Global Unions*
Joël Decaillon, *Secrétaire confédéral de la Confédération européenne des syndicats, CES*
Sylvie Faucheux *Présidente de l'Université de Versailles-St Quentin en Yvelines*
François Guinot, *Ancien dirigeant d'entreprise, Président honoraire de l'Académie des technologies (2005-2008)*

Patrick Gonthier, *Secrétaire général de l'Unsa-Education*
Agostino Megale, *Secrétaire national de la CGIL*

Là où le développement d'une économie de la connaissance aurait dû permettre une amélioration des conditions de travail et de l'emploi, le capitalisme financier non régulé accroît au contraire l'intensification du travail, entraîne une dégradation des conditions de travail et une précarisation des emplois. De plus, une « écologisation » de l'économie exerce des effets sur l'emploi, les revenus et les inégalités. Ces conséquences sont à la fois sources de risques et d'opportunités pour les travailleurs de tous les pays, mais surtout de risques pour les plus vulnérables d'entre eux.

La dimension sociale du développement durable a suscité peu d'intérêt jusqu'à aujourd'hui. Non seulement il s'agit d'évaluer l'accès aux emplois verts et leur qualité, mais surtout d'appréhender la période de transition par laquelle les entreprises et les salariés devront passer, ainsi que ses obstacles avec les adaptations nécessaires en termes de conditions de travail, de stress, d'évolution des qualifications et des métiers. Il y a ainsi des interfaces très concrètes à identifier et à comprendre, entre les dimensions environnementale et sociale du développement durable.

Après-midi : 14 h 15 - 17 h 00

Séquence 4 :

Une stratégie volontariste et coordonnée au plan international

Animateur : **Guillaume Duval**, *Rédacteur en chef à Alternatives économiques*

Pascal Petit, *Directeur de recherches CNRS, attaché au Centre d'économie de l'Université Paris-Nord*

Jean-Louis Levet, *Directeur général de l'IRES*
Tomas Marques, *PNUE, Nations Unies*
Philippe Moati, *Professeur de sciences économiques à l'Université Paris-Diderot et Directeur de recherches au CREDOC*
Guy Rider, *Secrétaire général de la Confédération syndicale internationale, CSI*

Bernard van Craeynest, *Président de la CFE-CGC*
Jean-Christophe Le Duigou, *Secrétaire confédéral de la CGT*

La sortie d'une finance omniprésente dérégulée et en crise, ainsi que l'orientation nécessaire des économies vers un modèle de croissance propre ne peuvent pas se faire sans une implication coordonnée et une détermination soutenue des Etats. Certes, le cadre national peut servir de base aux programmes de transition vers une économie propre. Mais l'Union européenne constitue un cadre de coordination inter-étatique indispensable. Par ailleurs, un lien doit être établi entre ces stratégies de long terme et les modalités d'une concurrence équitable à l'échelle mondiale, en intégrant des normes sociales et environnementales.

La préoccupation centrale dans cette réflexion doit concerner la prise en compte des enjeux à venir pour les syndicats, inhérents aux liens entre l'économique et le social d'une part, et entre l'économique et l'environnement d'autre part, cette dernière entrée étant aujourd'hui, la moins bien prise en compte, tant en matière de recherche que dans le domaine de l'action.

CPNEF (métiers de l'animation). Colloque pour le quarantième anniversaire de la CPNEF. Intervention de Christian Dufour sur « Les évolutions des systèmes de négociation collective ».
(Paris, 14 janvier 2009)

Association française d'étude des relations professionnelles (AFERP). Intervention de Udo Rehfeldt au Séminaire « Les accords européens et mondiaux sur la protection des salariés dans les entreprises ». (Paris, 20 janvier 2009)

IRES Emilia-Romagna. Animation par Christian Dufour et Adelheid Hege d'un séminaire sur les négociations collectives en Europe devant des responsables de la CGIL et de chercheurs.
(Bologne, 22 janvier 2009)

Institut d'histoire CGT. Conférence sur Louis Saillant. Communication de Jean-Marie Pernot. (Montreuil, 22 janvier. 2009).

Ligue des droits de l'homme. Groupe de travail Economie, travail et droits de l'homme. Intervention de Jean-Marie Pernot « La réforme de la représentativité : quelles dynamiques dans le champ syndical ». (Paris, 28 janvier 2009)

Université de Paris 1. Séminaire TEmPs « Mobilités et sécurisation des parcours professionnels », MSE. Discussion de Florence Lefresne de l'étude « Lost in Translation, Labour Market Entry Sequences of Scholl Leavers in Europe » de Christian Brzezinski-Fay (WSB). (Paris, 28 janvier 2009)

Institut des Hautes Etudes de Défense Nationale (IHEDN). Présidence de Jean-Louis Levet à la table ronde « France et Europe dans la mondialisation : intérêts économiques nationaux et européens : vers une nouvelle stratégie? ». (Paris, 29 janvier 2009).

Université de Iéna. Groupe de travail international sur le précariat. Intervention de Christian Dufour et Adelheid Hege.
(Bâle, 3-4 février 2009)

Conseil d'Analyse Economique (CAE). Groupe de travail « Economie et nouvelles formes d'innovation dans les territoires ». Audition de Jean-Louis Levet. (Paris, 4 février 2009)

Conseil économique, social et environnemental. Section « Questions économiques générales et conjoncture », audition de Jean-Louis Levet (Paris, 5 février 2009)

Friedricht Ebert Stiftung. « Dialogue parlementaire « le modèle économique et social européen : pour un pacte social de stabilité européen ? ». Intervention Jean-Louis Levet. (Paris, 5 février 2009)

AFS/IRES. Catherine Sauviat, discutante au Séminaire Démocratie industrielle « La place des administrateurs salariés dans les stratégies et pratiques syndicales ». (Paris, 6 février 2009)

DARES. Journée de restitution des recherches de l'appel à projets « Gestion des âges, changements technologiques et travailleurs vieillissants ». Communication de Annie Jolivet (Ires), B. Lamotte, C. Massit (Lepii) « La place des seniors dans les accords d'entreprise ». (Paris, 9 février 2009)

Syndex. Séminaire « Les salariés dans l'entreprise financiarisée ». Intervention de Catherine Sauviat. (Paris, 11 février 2009)

Université Paris 2. Conférence « Stratégies des entreprises et mondialisation » de Jean-Louis Levet. (Paris, 16 février 2009)

La Lettre de l'IRES - Publication trimestrielle
16, bd du Mont d'Est 93192 NOISY-LE-GRAND CEDEX
Directeur de la publication : Jacky Chorin
Responsable : Benoît Robin
Réalisation : Monique Jacquin
Louyot S.A. - Paris
Dépôt légal : 2ème trimestre 2009 - ISSN n°1145-1394

Conseil économique, social et environnemental. Préparation du rapport « L'avenir de l'industrie mécanique » (rapporteur Martine Clément). Audition de Jean-Louis Levet. (Paris, 16 février 2009)

Cabinet Boston Consulting Group. Audition de Jean-Louis Levet « Politique industrielle : quelles réalités dans les principaux pays développés ? ». (Paris, 16 février 2009)

Université Marne-la-Vallée, ESIEE. Séminaire « Performance des entreprises et intelligence économique » par Jean-Louis Levet. (Champs/marne, 20 février 2009)

Centre d'étude de la vie politique (ULB), Département d'Économie Appliquée (ULB) et **Institut Syndical Européen** (ETUI). Conférence « Transnational Collective Bargaining Within a European Multi-Level System of Industrial Relations ». Intervention de Udo Rehfeldt (avec Isabel da Costa, IDHE-CNRS) « European Transnational Bargaining at Company Level and EWC-Union Coordination in the Automobile Industry ».
(Bruxelles, 20-21 février 2009)

Institut des Sciences Sociales du Travail de l'Ouest (ISSTO). Session de formation syndicale, Université de Rennes 2. Intervention de Udo Rehfeldt sur « les systèmes de représentation des salariés en Europe ». (Rennes, 24 février 2009)

CFE-CGC. Comité directeur de la Fédération des industries aéronautiques. Conférence de Jean-Louis Levet « Les mutations à l'œuvre dans les activités industrielles en France et en Europe et les effets sur l'emploi et les qualifications ». (Paris, 3 mars 2009)

Conseil de développement du Val de Marne. Etats généraux des acteurs économiques et sociaux du Val de marne. Intervention de Jean-Louis Levet « L'industrie dans le Val de marne ».
(Vitry-sur-Seine, 5 mars 2009)

Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS). Séminaire « Histoire et sociologie du travail » master 1 et 2. Intervention d'Odile Join-Lambert « Mobilités géographiques et professionnelles dans la fonction publique au XX° siècle : pratiques et enjeux ».
(Paris, 6 mars 2009)

Commission de travail du programme suédois SALTSA sur « l'après Lisbonne ». Intervention de Christian Dufour « La situation sociale en France ». (Bruxelles, 12-13 mars 2009)

CAPRIGHT. Conférence internationale « Transformations in Labour, Social Security and Social Dialogue ». Communications de Florence Lefresne et de Catherine Sauviat :
- « Governance, Restructuring and Capabilities: main points arising out of a case study » ;
- « Ongoing reforms within the Unemployment Benefit Systems in Europe and the United States of America » ;
- « Institutional Framework related to Restructuring in France, Germany and Poland ».
(Sofia, Bulgaria, 23-27 mars 2009)

Institut régional du travail (IRT) Midi Pyrénées. Session CGT régionale. Présentation et débats de Jean-Marie Pernot sur « la réforme de la représentativité, histoire, incidence sur le champ de la représentation syndicale ». (Toulouse, 24 mars 2009)

Université Paris 1. Séminaire TEmPS organisé par l'équipe Matisse du Centre d'Economie de la Sorbonne « Du salaire à la compensation : les transformations de la structure et des contours de la rémunération ». Présentation par Noélie Delahaie du texte « L'épargne salariale en France : quels enjeux pour les politiques de rémunération et les performances des entreprises ? » (texte co-écrit avec Hélène Chaput et Marc-Arthur Diaye). (Paris, 26 mars 2009)

Agence d'Objectifs

L'IRES soutient l'effort de recherche propre à chaque organisation syndicale. en finançant des programmes établis par chacune d'elles. Ces travaux sont menés sous leur respon*sabilité, mais les résultats de ces recherches sont mis à la disposition de l'ensemble du mouvement syndical*. Dans cette rubrique, nous vous présentons les travaux remis ou sur le point d'être remis *à l'IRES dans le cadre de ces conventions de recherche. Pour les obtenir, s'adresser auprès de l'organisation concernée (voir les adresses en page 6)*. Il est intéressant d'observer la grande proximité des sujets de ces travaux avec la problématique de l'Université de printemps de l'Ires

Relancer le débat économique

Le colloque tenu en février 2007 à la Confédération CGT-FO a réuni économistes et syndicalistes. Il a montré que le débat économique était nécessaire ; les échanges montrant que des alternatives au seul libéralisme sont possibles, qu'il existe d'autres voies que la mise en concurrence des économies avec des pays qui utilisent le levier du dumping, de la déréglementation ou de la fiscalité pour établir un avantage compétitif sur les marchés mondiaux.

Cette étude pose des questions importantes : la répartition des richesses, les liens entre la dette et les investissements de long terme, la consolidation du modèle républicain, les dangers de la financiarisation, questions qui ne peuvent être envisagées hors du contexte européen et international.

Il a été montré que le discours récurrent sur le déclin de la France s'appuie sur une volonté de culpabilisation des travailleurs : un discours délibérément alarmiste, stigmatisant pour les plus fragiles, visant à faire accepter des ruptures fortes. Le discours sur l'endettement public sert à justifier des politiques régressives, qui conduisent au retrait de l'Etat, à la réduction des services publics et à l'affaiblissement du modèle républicain.

L'étude se penche sur les « réformes structurelles » du marché du travail. L'échec de la stratégie de Lisbonne traduit celui des politiques visant à obtenir 3% de croissance en imposant plus de concurrence sur les marchés et plus de flexibilité du travail. Le problème de la persistance du chômage n'est pas uniquement lié aux marchés du travail, comme tend à le faire croire le débat sur la « flexicurité » en Europe, mais renvoie aux politiques macroéconomiques.

Enfin, la question du partage de la valeur ajoutée opère un retour en force dans le débat public. Les attentes des salariés sont fortes : ils voient leur pouvoir d'achat se réduire sans qu'aucune perspective favorable permette d'entrevoir une inversion de tendance. Nous assistons à une fragmentation croissante de la société que les grandeurs macroéconomiques peinent à refléter. Il revient à l'organisation syndicale de faire la connexion entre l'économique et le social, si les travailleurs ne veulent plus subir la flexibilité, la précarité et la modération salariale. Ce colloque a été une première étape dans la réflexion de Force ouvrière, pour se réapproprier, au-delà du terrain social, le terrain économique.

Les conséquences de la financiarisation sur la répartition des revenus et la croissance »

Célia Firmin

L'objet de cette étude est d'analyser dans quelle mesure la financiarisation a modifié la répartition des revenus en France et exercé un impact sur la croissance économique.

Pour cela, nous étudions d'abord les principales transformations des institutions financières et monétaires et leurs conséquences sur les modalités de gestion des entreprises. L'analyse des données de la comptabilité nationale montre que le ralentissement de l'investissement s'accompagne d'un recul de la part salariale dans la valeur ajoutée et d'un accroissement des dividendes distribués.

Nous proposons alors un modèle formalisé postkeynésien analysant les interactions entre financiarisation, répartition et croissance. Nous distinguons pour cela plusieurs classes sociales rendant compte de la structure des revenus. Ce modèle est ensuite résolu par simulations numériques. Il est alors possible de proposer une analyse précise de l'évolution de l'économie française à partir des années 1990.

Les évolutions de la répartition se situent au cœur des dynamiques macroéconomiques : le recul de la part des salaires constitue le principal facteur de ralentissement de l'investissement et de la croissance. Ces évolutions s'expliquent principalement par l'accroissement du pouvoir des actionnaires et la hausse du financement par émissions de titres. L'impact de la financiarisation apparaît donc plutôt négatif à long terme au regard de la trajectoire française. Par contre, la stabilisation de la part salariale à partir de 1998 peut s'expliquer par l'accroissement des dividendes distribués et les évolutions des comportements des ménages cadres et actionnaires.

Les comportements d'épargne étant différents entre les revenus issus du capital et du travail, les évolutions des formes de rémunération suite à la financiarisation ne sont pas neutres en terme de croissance, et cela d'autant plus que la distribution des revenus du capital et les formes de rémunération comme l'intéressement ou la participation sont inégales entre entreprises et catégories socioprofessionnelles. La répartition doit donc être analysée comme l'un des déterminants de la croissance, y compris dans un régime financiarisé. Il ressort ainsi de cette analyse que les négociations ne doivent pas uniquement porter sur le montant des revenus distribués aux salariés mais également sur les modalités de cette distribution, modifiées par la financiarisation.

Financiarisation des entreprises et dialogue social

Isabelle Chambost, Pascal Pons, Patrick Roturier, Emmanuel Tarrière (Syndex), Christian Hoarau (Cnam)

Dans le contexte actuel de financiarisation croissante des entreprises, la CFDT a souhaité apprécier la nature et l'ampleur des impacts que la financiarisation peut avoir sur les salariés et leurs représentants, notamment sur le dialogue social et les rapports de force dans l'entreprise.

L'étude met en évidence que le cadre classique des entreprises dans lequel les représentants des salariés ont depuis longtemps situé leur rôle et leurs actions tend à être à la fois dilué et éclaté par une logique de financiarisation, qui réduit l'entreprise à un rouage d'une mécanique financière exogène. Celle-ci est de plus en plus pilotée par toute une «industrie de la finance », qui s'est déployée avec la montée en puissance de la finance de marché et qui est relayée en interne par le développement de la « corporate governance ». Elle est motivée par la recherche de liquidité et de rentabilité des placements sans cesse croissante, induisant un raccourcissement des horizons de gestion et un transfert des risques, tant au sein de la sphère financière que vers la sphère productive. Cette industrie financière se distingue par la complexité croissante des montages financiers, profitant à de nombreux acteurs financiers, ainsi que par son aptitude à contourner les réglementations. Les pratiques des fonds d'investissement et les montages LBO, plus particulièrement étudiés, en sont l'illustration la plus aboutie.

Le sentiment d'être confronté à de nouvelles logiques de fonctionnement qui modifient les règles du jeu antérieures est unanimement partagé par les représentants des salariés enquêtés (dans une douzaine d'entreprises). La pression exercée sur les salariés prend des formes renouvelées, notamment à travers la politique d'individualisation des rémunérations, un puissant dispositif d'incitation à l'accroissement des performances financières et par le maintien de l'organisation en situation de

sous-effectif permanent. L'intensification de la charge de travail et la mise en concurrence des salariés conduit à une fragmentation des collectifs et à une perte de sens du travail réalisé.

L'exercice des prérogatives syndicales devient plus difficile en raison de cette logique de fonctionnement, qui vise à contourner le collectif pour développer des relations bilatérales entre dirigeants et salariés, de la complexité et la volatilité des périmètres à prendre en compte, ainsi que de l'opacité de la mécanique financière d'ensemble. Face à ce besoin de nouveaux repères, des leviers d'actions sont esquissés, comme la mobilisation des droits existants en matière d'information et de consultation des représentants des salariés, l'utilisation des zones de vulnérabilité de ces nouveaux modes de propriété « financiarisés », ou encore l'utilisation des nouveaux champs de légitimité revendiqués par les entreprises (RSE) pour promouvoir une meilleure prise en compte des intérêts des salariés.

CFTC
La vie à Défendre

Economie solidaire : « Quel impact sur l'emploi ? »

André Jourjon

Alors que le capitalisme croule sous ses excès, se développe une nouvelle approche de la société, où solidarité, travail et éthique s'ajustent selon un nouvel équilibre. Construction utopique ou projet de société réaliste, l'économie solidaire séduit le citoyen, les médias… mais également les entreprises qui aspirent à une image respectable tant sociétale qu'environnementale. Chacun de nous est tenté d'applaudir, tout en méconnaissant les tenants et aboutissants de cette nouvelle économie. Quelle réalité recouvre-t-elle ? Quel lien avec l'économie sociale ou le développement durable ? Quelle concrétisation de ces idéaux politiques ? Quelle évaluation de ses expériences ?

André Jourjon s'attache, dans cette étude, à clarifier le concept d'économie solidaire en rappelant son contexte d'apparition et de réémergence ; il détaille les circuits financiers solidaires (ISR, Epargne solidaire, micro-crédit) ; il présente le lien entre économie solidaire et emploi ; enfin il pointe les faiblesses d'un « mouvement » hétérogène qui- en privilégiant le « quoi » au « comment »- risque, sous couvert de morale et de resocialisation, d'oublier la réalité des précaires, des « sans-statut », mais aussi des surqualifiés. C'est le rôle d'un syndicalisme responsable, moderne et soucieux tant du bien commun que de la dignité de la personne, de repenser la démarche de l'économie solidaire, afin de conjuguer au mieux les objectifs premiers de cette autre économie avec les impératifs sociaux des droits du travailleur.

UNSA éducation

Education et territoires

Marie-Lucie Gosselin

Le recherche « Education et territoires. Etat des lieux, enjeux, perspectives » avait pour objectifs de mieux comprendre l'évolution du paysage éducatif français, de mettre à jour des régulations nouvelles et complexes entre les principaux acteurs. Elle prolonge et approfondit la réflexion engagée par la fédération UNSA Education pour son dernier congrès national qui avait pour thème central « Education et territoires ».

De multiples acteurs sont désormais engagés dans les politiques éducatives. Différentes étapes de décentralisation ont confié aux collectivités des compétences de plus en plus étendues. Communes et intercommunalités, départements, régions, assument pleinement les responsabilités qui leur sont confiées. Allant bien au-delà des obligations que leur impose la loi, les collectivités territoriales engagent – mais de façon très inégale – des actions multiples dans le domaine de l'éducation, y compris en s'aventurant sur le terrain pédagogique. De plus en plus, l'éducation – qui ne se réduit pas à l'Ecole – prend appui sur un contexte local, une dynamique spécifique, un espace géographique, social et politique. La proximité est devenue un nouveau référentiel de l'action publique.

Les différents mouvements de décentralisation, de déconcentration et de territorialisation des politiques éducatives se sont juxtaposés pour aboutir à un système complexe d'enchevêtrement de compétences. Les nouveaux modes de régulations se construisent plus ou moins facilement, oscillant entre coopération et concurrence, mettant en tension les principes d'égalité, la poursuite de finalités communes et le respect de la diversité et de besoins définis au niveau local. En s'appuyant notamment sur l'éclairage apporté par les comparaisons internationales, il apparaît nécessaire de réaffirmer le rôle important de l'Etat qui ne peut se réduire à celui de « régulateur des régulateurs ».

Dans la recherche « Education et territoires. Etat des lieux, enjeux, perspectives », le projecteur a été plus particulièrement dirigé sur quelques sujets qui font actuellement l'objet de débats : la formation professionnelle initiale et l'orientation, l'autonomie des établissements, la sectorisation scolaire, universités et territoires, les politiques éducatives locales.

la cgt

A paraître

Transformations du travail et émancipation, enseignements d'un séminaire

Nasser Mansouri-Guilani

Les 3 et 4 juillet 2008, la Cgt a organisé ses premières journées-recherche sur le thème « Transformation du travail et émancipation ». Construites autour d'interventions de chercheurs, de dirigeants syndicaux et de militants d'entreprises. Cette initiative a réuni une cinquantaine de participants. Ce séminaire s'inscrit et prolonge une réflexion du bureau confédéral de la Cgt visant à initier des journées-recherche autour de plusieurs thèmes dont la portée revendicative appelle échanges et approfondissements entre syndicalistes et chercheurs. Dans cette perspective, un comité de pilotage composé de syndicalistes et chercheurs a été créé, sous la responsabilité de Jean-Christophe Le Duigou, secrétaire de la Cgt.

Le contenu et la conception du séminaire, la préparation bien en amont par le comité de pilotage, la co-animation du séminaire par un dirigeant confédéral (Daniel Prada) et un sociologue (Michèle Descolonges) ont favorisé échanges/débats fructueux entre chercheurs et syndicalistes.

Le séminaire s'est articulé autour de trois moments : expérience des syndicalistes Cgt issus d'organisations professionnelles (spectacle, commerce, automobile, plateformes téléphoniques), expression de deux chercheurs de disciplines différentes (Yves Clot, Michel Gollac), et points de vues des dirigeants confédéraux (Maryse Dumas, Jean-Christophe Le Duigou).

Les principaux enseignements du séminaire peuvent être regroupés en trois ensembles :

- la dégradation des conditions de travail et d'emploi ont des conséquences déstabilisatrices sur la vie au travail et la vie hors du travail ;
- les métiers menacés par la logique de maximisation de rentabilité financière sont au cœur des transformations du travail ;
- des leviers d'émancipation existent dans le travail lui-même.Le débat vif, ouvert, sans préconisations – ce n'était pas l'objet du séminaire –, a incité à poursuivre l'expérience. L'approfondissement de certains aspects fera l'objet d'un deuxième séminaire prévu pour juillet 2009.

POUR SE PROCURER CES TRAVAUX

CFDT - Emmanuel Mermet - 4 bd de la Villette 75955 Paris cedex 19 - Tel : 01 42 03 80 84 - emermet@cfdt.fr

CFE-CGC - Emilie Rollet - 59/63 rue du Rocher 75008 Paris - Tel : 01 55 30 13 83 - emilie.rollet@cfecgc.fr

CFTC - Antony Ratier - 13 rue des Ecluses St Martin 75483 Paris cedex 10 - Tel : 01 44 52 48 55 - aratier@cftc.fr

CGT - Fabrice Pruvost - 263 rue de Paris 93516 Montreuil cedex - Tel : 01 48 18 80 00 (poste 9266) - f.pruvost@cgt.fr

CGT-FO - Sébastien Dupuch - 141 av. du Maine 75680 Paris cedex 14 - Tel : 01 40 52 84 47 - sdupuch@force-ouvriere.fr

UNSA- éducation - Jérôme Crozat - 87 bis, av. Georges Gosnat 94853 Ivry/Seine - Tel : 01 56 20 29 52 - jerome.crozat@unsa-education.org